

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'Aérodrome
BP40137
59303 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 26/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TVD

274 rue Jean Jaurès
59970 Fresnes-Sur-Escaut

Références : 2025.055
Code AIOT : 0007005128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement TVD implanté 274, rue Jean Jaurès 59970 Fresnes-sur-Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre des suites de la visite d'inspection précédente menée sur le site le 15/05/2023 (cf. rapport daté du 01/07/2023 référencé V2.2023.154) à l'issue de laquelle une mise en demeure a été proposée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TVD
- 274, rue Jean Jaurès 59970 Fresnes-sur-Escaut
- Code AIOT : 0007005128

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TVD exploite des installations de traitement de déchets par broyage comprenant une plate-forme de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisées par l'arrêté préfectoral du 23/09/2022 principalement au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux d'une capacité de 300 tonnes par jour (A),
- 2794-1: installation de broyage de végétaux non dangereux d'une capacité de 200 tonnes par jour (E),
- 2714-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de papier, cartons, plastiques caoutchouc d'une capacité 1500 m³ (E),
- 2716-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes d'une capacité de 9700 m³ (E).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des dispositions permettant de répondre aux attentes de la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure, aussi l'inspection propose de ne pas signer le projet de mise en demeure transmis le 03/07/2023, repris dans le rapport daté du 01/07/2023 référencé V2.2023.154.

Toutefois, compte-tenu de dépassements fréquents des volumes admis de déchets dangereux, notamment les tôles amiantées, l'inspection demande à l'exploitant de tenir son engagement de déposer un dossier de porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation afin de pouvoir statuer sur la recevabilité de cette modification des conditions d'exploitation de l'installation. En outre, l'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de respecter la quantité maximale de 6,9 tonnes de déchets dangereux collectés sur son site dans l'attente de l'obtention de l'autorisation préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 1.3
Thème(s) : Autre, Volumes de déchets autorisés

Prescription contrôlée :

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Lors de la visite précédente du 15/05/2023 réalisée suite à un incendie criminel survenu sur le site, un dépassement important des volumes de déchets non dangereux non inertes ont été constatés avec 2800 m³ de déchets présents sur le site alors que le volume maximum autorisé est de 1500 m³.

Ce dépassement de 1300 m³ de déchets liés à la rubrique 2714-1 ont fait l'objet d'une proposition de mise en demeure en préfecture.

Depuis la visite du 15/05/2023, aucun incendie n'a été signalé sur le site.

Lors de la visite, l'exploitant a précisé avoir procédé à des modifications de ses conditions d'exploitation, notamment pour les déchets relatifs à la rubrique 2714 qui sont disposés en merlons comprimés par engins de chantier au fur et à mesure de leur stockage, ce qui permet de limiter les envols, de diminuer la propagation des flammes en cas d'incendie et de faciliter l'accès aux déchets stockés en attente.

Selon l'exploitant, les volumes stockés le jour de la visite représentaient 570 m³ tandis que l'état des stocks de fin décembre 2024 relève un volume de 800 m³.

L'exploitant respecte donc les limites de 1500 m³ de son autorisation concernant les déchets non dangereux non inertes liés à la rubrique 2714-1.

Avis de l'inspection :

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection propose au préfet du Nord de ne pas signer la proposition de mise en demeure transmise le 03/07/2023.

Le précédent rapport d'inspection proposait également à la signature du préfet un arrêté préfectoral de mesures d'urgence suite à l'incendie afin d'effectuer des mesures dans l'environnement des éventuelles pollutions des sols liées aux retombées des fumées.

Des mesures dans l'environnement qui seraient réalisées aujourd'hui ne pourraient plus être prises en considération pour identifier des pollutions liées aux conséquences de l'incendie de mai 2023, aussi l'inspection propose de ne pas signer le projet d'arrêté de mesures d'urgence.

Par ailleurs, lors de cette nouvelle visite, l'inspection a constaté que le point de collecte des déchets dangereux (activité classée sous la rubrique 2710-1-b sous le régime de la déclaration), notamment les tôles amiantées, génère des dépassements de capacité avec :

- 10,8 t fin novembre 2024,
 - 20 t fin décembre 2024,
 - 9,6 t fin février 2025,
- pour une capacité autorisée de 6,9 tonnes.

L'exploitant a indiqué qu'il allait, compte-tenu de l'importance de cette activité, devoir déposer un dossier de porter-à-connaissance pour modifier le classement de ses activités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu des dépassements récurrents de l'activité du point de collecte des déchets dangereux (rubrique 2710), l'inspection demande à l'exploitant de déposer, dans les meilleurs délais et sous 3 mois, un dossier de porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation nécessaires pour statuer sur le caractère notable ou substantiel de cette activité soumise au régime de l'autorisation à partir de 7 tonnes.

Dans le cadre de ce projet d'extension, l'examen des dispositions de l'article R.122-2 devra être mené par l'exploitant.

A noter également, qu'en l'absence d'autorisation préfectorale quant à la recevabilité d'une augmentation du volume des déchets dangereux issus de la collecte(rubrique 2710), en transit sur son site, l'exploitant est tenu de respecter la limite supérieure de 6,9 tonnes, actuellement en vigueur, prévue par son arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois